



Déclaration Liminaire

Comité Social d'Administration Local - Formation Spécialisée du 20 mai 2025

Madame la Présidente,

Depuis quelques années, le ministère de l'économie et des finances s'est doté d'un observatoire interne. Il suffirait pourtant d'écouter un peu les représentants des personnels pour savoir que ça va mal, très mal. Mais l'administration accorde peu de crédit aux OS et préfère s'appuyer sur un institut de sondage. Ce dernier a l'avantage de ne s'intéresser ni aux responsabilités de l'administration ni aux solutions portées par les revendications des OS.

Mais même bien présentés, les chiffres ne sont pas bons. Dans la synthèse de l'observatoire concernant la DGFIP, malgré tous les efforts de communication positive, il est impossible de cacher l'ampleur du malaise et de la défiance. Ainsi, si la DGFIP se console en soulignant que ces chiffres sont en baisse, ce sont encore 39 % des agents qui se disent désabusés et 29 % inquiets en 2024. Ces chiffres sont deux fois supérieurs à la moyenne de la fonction publique d'état (FPE) ! À l'inverse, seulement 19 % des agents se disent motivés et 10 % confiants.

Au fil des questions, le constat se répète, seulement 30 % sont optimistes sur leur avenir à la DGFIP (contre 66 % dans la FPE), 21 % se sentent acteurs du changement (52 % dans la FPE).

Sur la plupart des thèmes le constat est plus mauvais au sein du ministère que dans le reste de la fonction publique d'état et il est encore pire à la DGFIP.

Madame la Présidente, la CGT Finances Publiques de la Somme soulignait en mars dernier la nécessité d'appliquer la circulaire du 23 février 2022 relative aux actions de sensibilisation et de formation au secourisme en santé mentale dans la fonction publique. Nous constatons également le gouvernement s'est emparé du sujet en organisant des groupes de travail sur la santé mentale.

Si la CGT Finances Publiques dresse le constat de la nécessité d'appliquer une politique de prévention des risques en santé mentale, elle n'est pas dupe sur les origines de ces risques!

L'observatoire interne montre le malaise, mais ne va guère au fond des choses.

En 2023, une étude qualitative menée auprès d'un échantillon réduit mais diversifié (métiers, catégories, âges, structures) sondait en profondeur l'état d'esprit des agents.

Il en ressortait nombre de constats accablants :

- unanimité sur les dégâts causés par les suppressions d'emplois ;
- alourdissement constant de la charge de travail, obligation d'en faire toujours plus avec toujours moins de moyens ;
- épuisement et frustration face au sentiment de ne plus pouvoir assurer la qualité du service rendu ;
- perte de repères suites aux multiples réorganisations ;
- sentiment d'instabilité et de désorganisation par l'accumulation de changements tous prioritaires ;
- perte de confiance dans l'employeur DGFIP, pilotage déconnecté du terrain et de la technicité des métiers ;
- manque de reconnaissance...

Il est à souligner que ces réflexions émanaient autant de cadres et cadres supérieurs (A et A+) que d'agents de catégories B et C.

L'amélioration des conditions de travail passe inévitablement par l'arrêt des suppressions d'emplois et au contraire un recrutement renforcé, une meilleure attractivité notamment par la revalorisation du point d'indice et des grilles indiciaires, le versement de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA), la fin du jour de carence et de la retenue de 10 % sur leur rémunération pendant un arrêt de travail, ainsi qu'un management non toxique, plus humain et moins vertical

Constatant que les gouvernements successifs ont cassé la fonction publique parmi laquelle notre administration, le gouvernement actuel voudrait nous faire croire qu'il va désormais prendre soins des fonctionnaires en tentant de réparer ce qu'il a cassé !

La DGFIP aujourd'hui n'apporte pas de réponse à ce malaise, poursuivant au contraire les réformes délétères.

La CGT Finances Publiques exige l'arrêt des réformes de la DGFIP qui mettent à mal les collectifs de travail et détériore les conditions de travail des agents.

La CGT Finances Publiques a pu constater la baisse du budget dédié à cette formation spécialisée pourtant indispensable à la mise en œuvre d'actions de préventions des risques professionnels. La CGT Finances Publiques de la Somme ne peut que condamner cette baisse et y voir un recul de l'engagement de notre ministère en matière de prévention.

Pourtant, de l'argent, il y en a, si l'on en juge le nombre de conventions des cadres A programmées depuis le début de l'année dans notre direction ? Les collègues s'interrogent sur le caractère contradictoire d'une telle démarche avec les économies demandées. La prochaine convention a lieu un mercredi, elle exclut de fait les agents à temps partiels ce jour-là....

Serviteur zélé du néolibéralisme, Emmanuel Macron continue à opposer une fin de non-recevoir aux propositions et revendications des salariés.

Et pourtant, le pays est à l'os et les conditions de travail et de vie du monde du travail ne cessent de se dégrader. Et pourtant, d'autres choix sont possibles !

Possibles et nécessaires :

- en imposant une autre appropriation des richesses produites par le monde du travail.
- en assurant à toutes et à tous un droit à un travail qualifié et correctement rémunéré.
- en élaborant des lois de finances et de financement de la sécurité sociale assurant le financement des services publics, de la fonction publique, des systèmes de sécurité et de protection sociales,
- en mobilisant l'action publique pour garantir les droits et la satisfaction des besoins du salariat.

Les services publics, la fonction publique sont à l'os !

Dans le même temps, la désindustrialisation qui frappe le pays est toute aussi préoccupante avec la multiplication des fermetures d'entreprises, des délocalisations, des plans de licenciements que la CGT chiffre à plus de 400.

Là encore, l'action publique doit être mobilisée en actionnant différents leviers : ceux de la nationalisation, de l'agence de participation de l'État, de la commande publique, du contrôle des aides allouées aux entreprises, de politiques publiques au service de la mise en œuvre d'une nouvelle logique de développement articulant reconquête industrielle et transition écologique...

L'urgence est aux créations d'emplois. Dans la Fonction publique, la CGT porte l'exigence d'un plan pluriannuel de recrutement de fonctionnaires partout où c'est nécessaire et de titularisation des contractuels.

La CGT Finances Publiques appelle le 5 juin, à être toutes et tous en grève et dans les manifestations organisées sur l'ensemble du territoire pour gagner l'abrogation de la réforme des retraites, maintenir l'emploi et l'avenir de l'industrie, combattre l'austérité et défendre les services publics.